

Réforme pénale, Syrie, pression fiscale... Hollande s'explique dans "Le Monde"

Le Monde.fr | 30.08.2013 à 10h48 • Mis à jour le 30.08.2013 à 18h40 | Par Vincent Giret ([/journaliste/vincent-giret/](#)), Amaud Leparmentier ([/journaliste/amaud-leparmentier/](#)), Natalie Nougayrède ([/journaliste/natalie-nougayrede/](#)) et Thomas Wieder ([/journaliste/thomas-wieder/](#))



François Hollande dans son bureau de l'Élysée, le 29 août. CHRISTOPHER MORRIS/VII POUR "LE MONDE"

Dans un entretien au *Monde*, le président de la République, François Hollande, estime qu'une action internationale en Syrie doit *"porter un coup d'arrêt"* au régime de Bachar Al-Assad. Il revient également sur les principaux sujets de la rentrée politique.

■ En Syrie, "le massacre chimique ne peut rester impuni"

"Le massacre chimique de Damas ne peut ni ne doit rester impuni. Sinon, ce serait prendre le risque d'une escalade qui banaliserait l'usage de ces armes et menacerait d'autres pays. Je ne suis pas favorable à une intervention internationale qui viserait à 'libérer' la Syrie ou à renverser le dictateur, mais j'estime qu'un coup d'arrêt doit être porté à un régime qui commet l'irréparable sur sa population", estime le président de la République.

Pour François Hollande, *"si le Conseil de sécurité est empêché d'agir, une coalition se formera. Elle devra être la plus large possible. Elle s'appuiera sur la Ligue arabe qui a condamné le crime et a alerté la communauté internationale. Elle aura le soutien des Européens. Mais il y a peu de pays qui ont les capacités d'infliger une sanction par des moyens appropriés. La France en fait partie. Elle y est prête. Elle décidera de sa position en étroite liaison avec ses alliés"*.

Interrogé sur le refus du Parlement britannique d'engager une action militaire en Syrie ([/europe/article/2013/08/29/le-parlement-britannique-debat-d-une-possible-intervention-en-syrie_3468570_3214.html](#)), le président de la République estime que la France peut agir sans son allié britannique, et que *"chaque pays est souverain pour participer ou non à une opération. Cela vaut pour le Royaume-Uni comme pour la France"*. *"J'aurai aujourd'hui même un échange approfondi avec Barack Obama"*, ajoute-t-il.

>> Lire notre récit : **"Retour sur l'attaque chimique du 21 août à Damas"** ([/proche-orient/article/2013/08/28/retour-sur-l-attaque-chimique-du-21-aout-a-damas_3467538_3218.html](#)) Et **nos articles, analyses et décryptages sur la situation en Syrie** ([/syrie/](#))



François Hollande pendant son interview avec le journal "Le Monde" à l'Elysée le 29 août. Christopher Morris/VII pour Le Monde

■ Impôts : "Le temps est venu de faire une pause fiscale"

"Je reconnais qu'à l'automne 2012, face à l'ampleur des déficits, un effort supplémentaire a été demandé aux Français. Notamment aux plus favorisés, mais pas seulement", explique François Hollande au Monde.

"Grâce à l'engagement de substantielles économies, le temps est venu de faire – plus tôt qu'il n'avait été prévu – une pause fiscale. C'est pourquoi l'option de la CSG [pour financer les retraites] a été écartée. Et que le barème d'impôt sur le revenu sera réindexé", détaille le président de la République, avant d'ajouter : *"Pour les entreprises, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault s'est engagé à ne pas alourdir le coût du travail et à ne pas amputer leurs marges. Nous n'allons pas leur reprendre d'une main ce qu'on leur a donné de l'autre avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)."*

■ Pas de loi sur le voile à l'université

Interrogé sur la nécessité d'encadrer ou d'interdire le port du voile à l'université, préconisé par un rapport du Haut Conseil à l'intégration, le président estime qu'*"aujourd'hui, dans les universités, il est possible d'intervenir sans qu'il soit besoin de texte supplémentaire"*.

>> Lire aussi : "[Le droit de porter le voile à l'université remis en question](#)"

([/societe/article/2013/08/05/le-droit-de-porter-le-voile-a-la-fac-remis-en-question_3457436_3224.html](#))

■ Pas de remise en question du regroupement familial

Après les déclarations de Manuel Valls concernant la réflexion sur le regroupement familial ([/politique/article/2013/08/21/pour-francois-hollande-il-n-y-a-pas-de-debat-sur-la-politique-migratoire_3464383_823448.html](#)) , le président de la République explique au Monde qu'*"il n'y a pas de raison de modifier le dispositif"*. *"Mais, qu'il y ait un débat sur l'avenir de notre politique migratoire dans le cadre d'une réflexion sur ce que doit être la France dans dix ans, c'est bien légitime",* ajoute-t-il.



François Hollande, le 29 août. CHRISTOPHER MORRIS/VII POUR "LE MONDE"

■ Les peines planchers seront bien supprimées

"Mon seul objectif, c'est la sécurité de nos concitoyens. Et l'efficacité de la réponse pénale. Aujourd'hui, les prisons n'ont jamais été aussi pleines. Trop de peines ne sont pas exécutées, ce qui est insupportable pour les victimes."

"Les peines planchers, je les ai contestées pour leur caractère automatique et leurs conséquences. Non seulement elles sont contraires au principe d'individualisation de la sanction, mais, loin d'empêcher la récidive, celle-ci a triplé de 2004 à 2011."

La loi introduira pour certains délits une peine nouvelle, que nous appellerons 'la contrainte pénale', permettant le contrôle du condamné sans incarcération", explique François Hollande.

>> Lire le décryptage : **"A quoi ressemblera la 'peine de probation' ?"** (/societe/article/2013/08/29/a-quoi-ressemblera-la-peine-de-probation_3468549_3224.html)

>> Lire nos informations **La lettre de Valls à Hollande qui torpille la réforme Taubira**

(/societe/article/2013/08/13/la-lettre-de-valls-a-hollande-qui-torpille-la-reforme-taubira_3460787_3224.html)

Avant d'ajouter : "Je veux aussi éviter les sorties 'sèches' de délinquants à la fin de leur peine – c'est-à-dire les sorties de prison sans accompagnement, ni suivi, ni surveillance – a fortiori pour ceux qui ont commis les actes les plus graves."

>> Lire (édition abonnés) **l'intégralité de l'entretien sur la Syrie** (/international/article/2013/08/30/francois-hollande-au-monde-il-ne-s-agit-pas-de-renverser-le-dictateur-syrien_3468865_3210.html) .

>> Lire (édition abonnés) **l'intégralité de l'entretien sur la politique intérieure** (/politique/article/2013/08/30/francois-hollande-sur-la-reforme-penale-mon-seul-objectif-c-est-la-securite_3468866_823448.html) .